

Alerte et plaidoyer urgent pour des élections libres, crédibles et apaisées au Cameroun

Contexte pré-électoral au Cameroun : graves tensions sécuritaires : Un tournant inquiétant du processus électoral de 2025

À l'approche d'une échéance électorale majeure qu'est l'élection présidentielle prévue cette année le 12 octobre 2025, le pays se trouve une fois de plus à la croisée des chemins¹. Le Cameroun traverse une grave crise sécuritaire et politique. L'iniquité de l'environnement électoral compromet gravement la crédibilité du processus démocratique et le droit de chaque citoyenne et citoyen à voter librement. L'expérience de la crise post-électorale de 2018² a laissé des séquelles profondes, tant sur le plan individuel que collectif, affectant durablement le tissu social, la confiance dans les institutions et la cohésion nationale.

Discours de haine et tensions communautaires : une alerte pour la cohésion nationale

Dans plusieurs régions, l'insécurité et les violences politiques réduisent la participation des citoyens, particulièrement celle des femmes et des jeunes, déjà marginalisés dans les instances décisionnelles. Des signes préoccupants émergent à nouveau. On observe par exemple une montée très préoccupante des discours de haine, dans les médias traditionnels comme sur les réseaux sociaux, accompagnée d'actes de stigmatisation, de tribalisme, d'appels publics à l'extermination de certaines communautés, de violences liées au genre ou à l'appartenance politique, ainsi que de nombreuses violations persistantes des droits humains. En février, par exemple, un intervenant sur TikTok a publiquement appelé au génocide des Bamiléké, tandis qu'à Meyo-Centre, deux meurtres à la machette ont déclenché des violences xénophobes. Ces faits ne représentent que quelques exemples parmi bien d'autres.

Les appels récurrents à l'élimination de certaines tribus se multiplient, faisant craindre un risque de génocide. Si le Conseil national de la Communication et les autorités publiques ont condamné ces discours par des sanctions et rappels à l'ordre, de manière sporadique et sans réel impact dissuasif, des leaders religieux, les médias, la société civile et d'autres acteurs ont également multiplié les appels à l'apaisement pour préserver la cohésion nationale.

Un environnement électoral inéquitable et contraire aux engagements du Cameroun »

L'iniquité de l'environnement électoral, illustrée par des conditions politiques, juridiques, sécuritaires et médiatiques biaisées, fausse le processus bien avant le jour du vote et empêche la tenue d'un scrutin libre, transparent, crédible et apaisé. Malgré les appels incessants d'acteurs de tous bords, la situation reste inchangée et préoccupante, en contradiction avec les engagements internationaux du Cameroun, notamment la Charte africaine de la démocratie,

¹ <https://www.vaticannews.va/fr/eglise/news/2025-08/mgr-samuel-kleda-sauvons-notre-pays-de-sa-mort-lente.html>

² <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/01/cameroon-postelection-crackdown-escalates-with-arrest-of-opposition-leader-maurice-kamto/>

des élections et de la gouvernance, ainsi que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La mainmise du pouvoir sur les institutions et l'absence d'indépendance de l'organe chargé de l'organisation des élections portent gravement atteinte à la démocratie et sapent la confiance des citoyens dans l'impartialité du processus électoral.

Il est urgent que la Communauté internationale agisse pour garantir un environnement électoral juste, transparent, inclusif et paisible.

Impact spécifique sur les femmes et communautés vulnérables

Dans cet environnement démocratique et sécuritaire délétère, les femmes camerounaises font face à une double exclusion : d'une part, les inégalités structurelles limitent leur accès aux ressources et à la visibilité politique ; d'autre part, les tensions sécuritaires et la violence politique basée sur le genre entravent leur liberté d'expression et leur participation citoyenne. Ces obstacles ne privent pas seulement les femmes de leurs droits fondamentaux, mais affaiblissent aussi la représentativité et la légitimité du processus démocratique.

De multiples barrières légales et institutionnelles se dressent sur le chemin des femmes et de tous les citoyens. Les conséquences sur la démocratie sont la sous-représentation des femmes avec la Perte de voix citoyennes qui induit l'absence d'une perspective féminine dans les politiques publiques et le bafouement de l'état de droit faisant le lit à une instabilité grandissante et une fracture sociale très profonde.

Exclusion du Professeur Maurice Kamto : facteur d'exacerbation des tensions

Le rejet de la candidature de Maurice Kamto, figure politique de premier plan et perçu par de nombreux acteurs comme l'un des principaux prétendants et favori à l'élection présidentielle du 12 octobre 2025, pour des motifs largement contestés par certaines parties prenantes, constitue un facteur constitue un élément conflictogène significatif, susceptible d'accentuer les tensions et de fragiliser davantage la stabilité politique et sociale au Cameroun

Cet événement s'inscrit dans un contexte marqué par des précédents notables. En 2018, à la suite d'allégations de fraude électorale formulées par l'opposition, le Professeur Maurice Kamto et plusieurs membres du parti Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) avaient été arrêtés et placés en détention provisoire. Certains de ces acteurs politiques, jugés par des juridictions militaires et condamnés à de lourdes peines, demeurent toujours en détention.

La combinaison de ces éléments contribue à fragiliser le climat politique et à accroître les risques de tensions ou d'incidents dans certaines zones du pays, en particulier dans un contexte électoral sensible.

Appel aux organisations internationales

Nous appelons les organisations internationales et les réseaux de femmes à **agir** dès maintenant pour :

- Un engagement fort en faveur de la justice électorale et de la paix au Cameroun.
- Une pression accrue auprès des instances internationales et régionales afin de créer un environnement électoral inclusif.
- L'amplification de la visibilité de la situation camerounaise dans les médias et plateformes internationales.
- La mise en œuvre d'actions de diplomatie préventive au Cameroun.
- L'adoption de mesures contraignantes contre les acteurs responsables de violations des droits humains et d'entraves à un processus électoral libre et équitable. Ces mesures doivent viser à protéger les populations vulnérables, particulièrement les femmes, et préserver la stabilité régionale.

Plaidoyer en lien avec le rôle des femmes articulé dans le cadre de la résolution 1325 du CSNU

En tant que femmes engagées dans la promotion de la paix et de la démocratie, notre rôle est clairement reconnu et renforcé par la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette résolution souligne l'importance cruciale de la participation pleine et égale des femmes dans la prévention des conflits, la gestion des crises et la construction d'une paix durable.

Nous avons obligation à veiller à ce que le processus électoral soit inclusif, exempt de violences et respecte pleinement les droits de tous les citoyens. Dans ce cadre, nous sollicitons le soutien actif de la communauté internationale afin de garantir un environnement électoral juste et sûr au Cameroun.

Référence aux normes internationales

Notre appel s'inscrit dans le cadre des engagements internationaux du Cameroun, notamment:

- La Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (CADEG), qui engage les États à organiser des élections libres, équitables et transparentes.
- La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), qui oblige l'État à garantir la participation pleine et égale des femmes à la vie politique et publique.

- Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), qui consacre le droit de tout citoyen de participer aux affaires publiques sans discrimination.

Conclusion mobilisatrice : Un message d'urgence et de solidarité.

Nous croyons fermement qu'un engagement international coordonné peut contribuer à **désamorcer les tensions actuelles, protéger les femmes et préserver les acquis démocratiques**. Votre expérience et votre solidarité sont essentielles pour renforcer notre résilience collective et favoriser une période électorale pacifique et inclusive.

Ce plaidoyer est porté par un collectif d'organisations de la société civile camerounaise et de partenaires internationaux œuvrant pour la démocratie, les droits humains et la paix durable. La liste complète des signataires est conservée de manière sécurisée et peut être communiquée aux instances compétentes sur demande.